

Guerriers et samourais dans l'histoire du Japon

Francine Hérail

Ancienne pensionnaire à la Maison franco-japonaise de Tokyo Professeur à l'Institut national des langues et civilisations orientales jusqu'en 1981 Directeur d'études à l'École pratique des hautes études (IVe section, chaire d'histoire et philologie japonaises) jusqu'en 1998

Aujourd'hui le seul mot de samourai nourrit un imaginaire bigarré. Si les plus jeunes évoquent les images écartelées des mangas peuplés de samourai caparaçonnés qui manient la foudre contre les dragons du mal, les amateurs de romans historiques ranimeront le souvenir de Sano Ichiro, le samourai détective des romans de Laura Joh Rowland, ceux qui fréquentent davantage la culture japonaise songeront aux aphorismes tranchants comme l'acier de Mishima ou à la noble rigueur du bushido, code de conduite qui réglait la vie du samourai et les amateurs d'art martiaux se prendront à rêver de fulgurants assauts des deux sabres... Mais donnons la parole à l'historien, car le samourai ne fut pas un archétype figé à travers l'histoire mais le produit de la complexe évolution politique et sociale du Japon depuis plus de douze siècles.

Le terme de samourai tel qu'il est perçu en Occident désigne essentiellement des guerriers, mais au Japon son sens ne sera clairement défini qu'à partir du XVIIe siècle. En effet lors de la première période impériale, à l'époque de Heian de la fin du VIIIe siècle au XIIe siècle aussi bien que durant la période féodale médiévale – les époques de Kamakura et de Muromachi qui s'échelonnent du XIIIe au XVIe siècle – le terme de samourai désigne avant tout un homme au service de la cour, d'un noble ou d'un organe administratif. Il peut à l'origine être armé ou non et n'est pas nécessairement voué à la voie des armes. Il peut toutefois se distinguer des gens du commun car même si son rang est parfois modeste, il dispose de certains privilèges. Au XIIe siècle le samourai n'est donc souvent qu'un serviteur ordinaire. Ce n'est qu'à l'époque d'Edo, à partir de la seconde moitié du XVIe siècle, que le terme samourai a désigné précisément les guerriers. Ils sont alors dénommés *bushi*, terme plus noble car il est composé de *bu* qui signifie brave, courageux, et de *shi*, qui en Chine désigne un homme lettré, sage.

La cour impériale d'Heian

Après la période Nara où l'influence de la Chine devient sensible, c'est au début du VIIIe siècle qu'à l'imitation de la Chine, le Japon se dote d'un ensemble législatif, en particulier le « code de Taihō » qui instaure le régime d'« État régi par les codes ». En 794 l'empereur Kammu (781-806), pour échapper à l'emprise politique croissante des monastères bouddhiques de Nara, transfère sa capitale à Heian, la Kyoto actuelle.

Le « régime des codes » comportait, au moins sur le papier, une sorte de service militaire qui touchait un homme sur trois environ. Dans tout le pays furent organisées des milices locales commandées par des administrateurs de district ; certains hommes pouvaient être envoyés pour servir dans les gardes de la capitale. Ce système, dont on ne sait exactement comment il a

fonctionné, a été modifié au IXe siècle. Les miliciens servaient alors plus de corvéables pour les gouverneurs de province que de guerriers. Pour le maintien de l'ordre et la défense des magasins publics, des unités plus petites furent créées, composées de fils de notables locaux habitués à l'équitation et au tir à l'arc. Quant aux gardes de la capitale, la plus prestigieuse est devenue au XIe siècle une troupe de parade, composée de bons musiciens, danseurs, cavaliers et tireurs à l'arc, tous choisis héréditairement dans quelques familles, qui se produisaient dans les concours organisés à la cour. Seule la garde des portes avait une fonction de police dans la capitale et ses alentours. C'est dans son sein que les membres du bureau de police étaient choisis mais certains d'entre eux étaient plus juristes que guerriers.

Les hauts dignitaires et les fonctionnaires importants considéraient avec mépris les activités qui faisaient verser le sang ou tuer, même des animaux, car elles étaient source de souillure. C'est au point que ceux des fonctionnaires civils qui étaient habiles au maniement des armes ne se vantaient pas de cette capacité.

L'apparition des clans armés

Cependant des cadets de familles de fonctionnaires, sans emploi à la capitale, cherchaient à s'installer dans les provinces, se mettaient au service d'un gouverneur ou s'alliaient avec des familles d'administrateurs de district. Au cours du XIe siècle, et surtout du XIIe, partout et particulièrement dans les provinces du Nord et de l'Est ainsi qu'à Kyûshû où des incursions de pirates étaient à redouter, des bandes de guerriers se sont constituées autour de chefs à qui chacun devait loyauté et service, nombreuses mais moins importantes que la rumeur ne les a faites. Le pouvoir impérial s'érodant progressivement, le Japon évolua vers le morcellement politique. Les princes turbulents à la cour recevaient une charge en province et se taillaient des fiefs avant de revenir à la cour pour rivaliser de puissance. Certaines lignées issues de la capitale acquièrent ainsi de plus en plus d'influence. Deux grands clans de souche impériale, les Taira, qui avaient acquis leur puissance dans le nord et l'est puis à Ise et les Minamoto, également titulaires de fiefs dans le nord et l'est, commencèrent alors à lutter d'influence à la cour. Mais jusqu'à la fin du XIe siècle, les principaux personnages dont l'histoire a fait les représentants d'un monde des guerriers en gestation restaient en fait, et se considéraient, des fonctionnaires moyens, souvent employés comme gouverneurs de province et clients des hauts dignitaires.

C'est alors que cette situation évolua et commença à donner tous ses effets. À la fin du XIe siècle la maison des régents Fujiwara, qui avait jusqu'alors dominé la cour, vit son influence s'amenuiser même si elle gardait richesse et influence. L'empereur Shirakawa joua sur la rivalité des clans pour restaurer l'influence impériale. Il abdiqua officiellement en 1086 et se retira dans un cloître. Mais le *joko* – l'empereur retiré – continua à exercer la réalité du pouvoir par l'intermédiaire d'empereurs en titre qui n'étaient que des marionnettes. Trois empereurs retirés gouvernèrent ainsi durant cent vingt ans une dizaine d'empereurs en titre.

Le système de la remise

Cependant, au XIIe siècle, le phénomène des clans en opposition à l'intérieur de la cour devint plus grave, chaque parti disposant de gardes armés. Les gouverneurs de province, de plus en plus absentéistes, ont souvent préféré déléguer leur pouvoir à des représentants et les notables locaux ont pris alors de plus en plus d'influence dans la gestion des provinces. La maison de l'empereur retiré, celles des régents et des grands aristocrates intervinrent de plus en plus directement dans les provinces où ils possédaient des terres, cherchant à les accroître par le système de la « remise ». En effet, des notables locaux de diverses origines contrôlaient des domaines plus ou moins grands et de plus en plus menacés par les exigences fiscales de la cour. Pour conserver au moins une partie de leurs droits d'administration et de leurs revenus, ils ont souvent choisi d'en faire remise à un membre de la haute noblesse de la capitale et surtout à la maison de l'empereur retiré, selon des modalités diverses. Les intérêts privés tendaient à l'emporter sur le service de l'État tel qu'il était encore compris au XIe siècle, quand les gouverneurs étaient chargés de maintenir l'ordre et de faire parvenir à la cour les redevances des terres publiques encore nombreuses. Dorénavant, des notables locaux, souvent munis de charges d'officiers domaniaux ou d'administrateurs de terres

restées publiques, se constituaient des zones d'influence grâce aux petites troupes armées qu'ils commandaient, troupes composées de cadets de famille semblables à la leur, de parents et même de gros paysans détenteurs de droits d'exploitation sur une portion de rizières.

La lutte des factions

En 1156, à la mort de l'empereur cloîtré Toba, une lutte pour le pouvoir entre l'empereur Go-Shirakawa et l'empereur retiré Sutoku permit aux deux grandes familles des Taira et des Minamoto d'intervenir par la force dans le règlement du conflit. Mais peu de temps après l'achèvement des combats les vainqueurs se divisèrent. De 1160 à 1180, un chef Taira domina la cour, se faisant concéder les plus hautes charges. Minamoto no Yoritomo, exilé dans l'est depuis la défaite de son père en 1159, rassembla des partisans et entreprit de déloger les Taira du pouvoir central. Les combats entre les partisans des Taira et ceux des Minamoto durèrent jusqu'en 1185 et s'achevèrent par la défaite des Taira. Un historien contemporain des faits a écrit que le Japon entra alors dans l'âge des guerriers.

Le « gouvernement de la tente »

En 1192, Yoritomo instaura le premier *bakufu* « gouvernements de guerriers » qu'allait connaître l'histoire du Japon. Il accepta de la cour le titre honorifique de *seii taishōgun*, « général en chef contre les barbares », abrégé en *shōgun*, qui devait rester celui du chef des trois *bakufu* que connut le Japon au cours de son histoire.

Plus qu'un chef de guerre, Yoritomo était un organisateur. Pour lui le premier souci fut de contrôler les grands lignages guerriers de l'est, où il était installé, puis ceux de l'ouest au fur et à mesure de l'avance de ses partisans. Il confirmait les droits qu'ils détenaient sur des domaines ou sur des terres provinciales à ceux qui se reconnaissaient les hommes de sa maison, ses *gokenin*, ses vassaux. Il était parti en guerre sans mandat officiel mais, après ses premiers succès, la cour le chargea en 1183 du maintien de l'ordre dans l'est, puis de la lutte contre les Taira aussi dans l'ouest. Mais Yoritomo laissa ses frères combattre. Il établit à Kamakura une organisation administrative issue de celle de sa propre maison, chargée de contrôler et juger ceux qui figuraient parmi ses vassaux. Il recruta une partie de son personnel à la capitale. En 1185, il reçut de la cour le droit de nommer dans les provinces, à côté du gouverneur délégué par la cour – souvent absentéiste et représenté par un homme nommé par lui – des hommes qui lui étaient dévoués. Chaque province reçut ainsi une sorte de gouverneur militaire, le *shugo* ou protecteur, chargé de commander les vassaux du bakufu, et sur les domaines des sortes d'intendants, *jitō*, chargés d'y maintenir l'ordre et de faire parvenir leur part de redevances aux possesseurs éminents. Ces concessions, crues temporaires par la cour et dont la portée était limitée aux guerriers vassaux du bakufu, ont permis à ces lignages guerriers d'intervenir de plus en plus dans les affaires des provinces et des domaines et de commencer une lente usurpation qui aboutit trois siècles plus tard à la spoliation presque complète de la cour, qui a continué à nommer des hauts dignitaires et des fonctionnaires dont l'autorité peu à peu disparut.

L'époque de Kamakura

Au cours du XIII^e siècle, c'est de plus en plus à Kamakura et de moins en moins à Kyōto que se réglaient les procès concernant les terres et cela selon les règles de la législation édictée par le bakufu. Lors des tentatives d'invasions mongoles (1274 et 1281), c'est le bakufu qui prit toutes les décisions et qui récompensa les guerriers. Mais après ces succès, le bakufu de Kamakura s'enfonça dans les difficultés : vassaux appauvris par suite du système des partages des héritages et des dépenses des guerres mongoles, usurpations de revenus, désordres croissants causés par des guerriers non vassaux du shōgun et par des pirates, querelles dans l'entourage de la maison Hōjō qui dominait le bakufu depuis la disparition des descendants directs de Yoritomo.

La cour, en la personne de Godaigo Tennō, crut pouvoir rétablir son autorité, mais ce fut un échec, car les guerriers qui prirent son parti contre Kamakura n'entendaient pas revenir à l'ancien régime. La restauration manquée de 1331 amena un schisme dans la maison impériale et plus de cinquante

ans de désordres dans le pays.

L'époque de Muromachi

Les grands lignages guerriers des *shugo* qui contrôlaient les provinces changeaient de fidélité suivant leurs intérêts, soit pour la cour du Sud établie à Yoshino, soit pour celle du Nord restée à Kyôto, sous la protection d'une nouvelle famille de shôgun : les Ashikaga, qui appartenaient comme Yoritomo à une lignée Minamoto. Les Ashikaga furent nommés chefs du deuxième bakufu. En 1392, la réunification se fit au profit de la cour du Nord. Pour quelques décennies, les Ashikaga établirent fermement l'autorité de leur bakufu appelé de Muromachi, du nom du quartier de Kyôto où il était installé. Ce bakufu organisa une administration dont les chefs étaient ses principaux vassaux, les plus importants *shugo*, et se créa des ressources financières en taxant les prêteurs et les fabricants de saké, ainsi qu'en favorisant le commerce avec la Chine.

Les *shugo* avaient profité des troubles du XIVe siècle pour étendre leur autorité sur les régions où ils étaient censés seulement commander les vassaux du shôgun et maintenir l'ordre. Ils ont fait en sorte de faire des lignages guerriers de leur région leurs propres vassaux. Ils se sont immiscés dans l'administration des domaines et des terres restées publiques dans les provinces, pour y lever des taxes. Les communautés paysannes, de leur côté, commençaient à s'organiser et à résister quelquefois avec l'aide de petits guerriers locaux encore à demi paysans.

Des shugo aux daimyô

À partir de 1441, l'autorité des shôgun Ashikaga entra en décadence et, pour plus d'un siècle, le pays s'enfonça dans une période qualifiée par les contemporains de renversement des hiérarchies. Période qui fut parfois fort agitée surtout dans les régions centrales : entre 1467 et 1477 des guerres ravagèrent la région de Kyôto. Dans les provinces, de nouvelles familles prirent l'ascendant et remplacèrent les anciennes familles de *shugo* ; des ligues s'organisaient pour exiger un moratoire des dettes. Les *shugo* nommés par le shogun devinrent de plus en plus puissants et conservèrent une part de plus en plus importante des redevances paysannes, nommant les *jito* et entretenant une abondante clientèle : en fait les *shugo* devinrent les véritables seigneurs féodaux et prirent le nom de *shugo-daimyo*. Le terme de *daimyo* signifiant « grand détenteur de propriété privée ».

Les grandes maisons guerrières étaient sans cesse agitées de querelles mais ces rivalités et ces luttes étaient souvent localisées et de courte durée et n'empêchaient pas l'activité économique de progresser. Les *daimyô* s'efforçaient de développer l'exploitation de mines, ceux de Kyûshû renforçaient les échanges commerciaux avec la Chine. Tous achevaient de détruire ce qui restait du système domanial avec ses enchevêtrements de droits pour s'établir maîtres de toute la terre qu'ils pouvaient contrôler et qu'ils faisaient cadastrer pour y asseoir les impôts.

Les grandes guerres féodales

Ce grand siècle d'effacement d'une autorité centrale s'acheva après l'arrivée des Portugais qui introduisirent les armes à feu, rapidement fabriquées dans le pays, ce qui changea les conditions des combats et donna l'avantage aux *daimyô* capables de s'en procurer et de rassembler des troupes plus importantes. Un membre d'une médiocre famille de *daimyô*, Oda Nobunaga (1534-1583) commença ainsi à soumettre à son autorité les *daimyô* des régions centrales et, en 1573, mit fin au bakufu des Ashikaga. Après son assassinat, son œuvre fut reprise et complétée par un homme de très modeste origine, Toyotomi Hideyoshi (1536-1598). Il réduisit à l'obéissance aussi bien les *daimyô* de Kyûshû que ceux du nord et prit plusieurs mesures qui ont contribué à mettre un terme à la mobilité sociale et aux désordres : désarmement de la population, obligation de choisir entre le statut de paysan ou celui de guerrier, rassemblement des guerriers vassaux de chaque chef de fief, *han*, autour de leur seigneur, avec interdiction de s'adonner à l'exploitation de la terre ou au commerce. Il fit commencer un cadastre général qui mit définitivement fin au système domanial ; il fixa ainsi la capacité productive de chaque région, ce qui permit ensuite de classer les *daimyô* en fonction de cette capacité évaluée en boisseaux de riz. Les paysans reçurent

l'interdiction de quitter le lieu où ils étaient enregistrés, alors que les guerriers, vassaux de Hideyoshi, chefs de fiefs, pouvaient eux être déplacés avec leurs propres vassaux selon le bon vouloir de Hideyoshi, puis peu après du nouveau bakufu. À sa mort, Hideyoshi n'avait pas eu vraiment le temps d'organiser un système administratif ; il laissait pour héritier un enfant de cinq ans. Les daimyô se divisèrent rapidement. Tokugawa Ieyasu (1542-1616), qui disposait du fief le plus important, poussa ses ambitions, les fidèles de Hideyoshi se regroupèrent mais le sort des armes donna la victoire à Ieyasu à Sekigahara en 1600. Il reçut alors l'hommage des principaux daimyo.

Le nouveau shogunat d'Edo

En 1603, Ieyasu qui, tel les Ashikaga au XIV^e siècle, se targuait d'une ascendance Minamoto, fut nommé par la cour *seii taishôgun* ; il établit son bakufu à Edo, maintenant Tôkyô. Il était ainsi définitivement et légitimement le supérieur de tous les daimyô et légua de son vivant son titre de shogun à son fils, instaurant ainsi une véritable dynastie shogunale. Ieyasu put alors remodeler la carte des fiefs, par des confiscations, diminutions ou au contraire augmentations ou même installations de nouveaux daimyô. En 1615, après la prise du château d'Osaka où résidaient le fils de Toyotomi Hideyoshi et ses fidèles, Ieyasu fut le seul maître du Japon. Le bakufu promulgua alors un règlement en treize articles surtout destiné aux daimyô. On y lit que les lois du bakufu doivent primer celles des fiefs, que la construction et les réparations des châteaux encore subsistants sont soumises à une autorisation du bakufu, que mariages et successions dans les familles de daimyô doivent recevoir l'accord du bakufu. Il appartient au petit-fils de Ieyasu, Iemitsu (1604-1651), de compléter l'organisation du bakufu par la fermeture du pays, par l'expulsion de tous les étrangers à l'exception de quelques Hollandais concentrés dans un îlot de Nagasaki et de quelques marchands chinois, et l'interdiction pour les Japonais de quitter le pays. Iemitsu a aussi renforcé le contrôle du bakufu sur les guerriers par des destitutions nombreuses – qui devinrent beaucoup moins fréquentes dans les deux siècles suivants –, par l'instauration du service alterné qui obligeait les daimyô et une partie de leurs vassaux à passer une année sur deux à Edo, à y entretenir une résidence et y laisser leur famille qu'il pouvait ainsi pratiquement tenir en otage.

Centralisation et bureaucratie

Le bakufu a organisé une véritable administration dont les chefs étaient des daimyô, anciens vassaux de Ieyasu avant la victoire de Sekigahara, et dont les fonctionnaires étaient des vassaux directs n'ayant pas rang de daimyô. Une sorte de bureaucratie shogunale s'est ainsi mise en place avec des organes pour les finances, la police, la surveillance des daimyô. Le shogunat des Tokugawa a ainsi poussé assez loin une forme de centralisation mais il a laissé subsister sur les trois quarts du pays des fiefs, *han*, dont les chefs jouissaient d'une certaine autonomie en matière de fiscalité, de règlements ou même de droit de justice. L'administration des fiefs était assurée par les guerriers vassaux des daimyô. Certains parmi les plus importants ont pu conserver des revenus assis sur la terre, mais sans droit d'administration. Cependant, de plus en plus les guerriers n'ont plus reçu qu'une pension libellée en riz payée aux magasins du bakufu ou du fief. Il faut souligner qu'il y avait une énorme distance entre les guerriers de haut rang conseillers de leur daimyo et les guerriers du bas de l'échelle, titulaires de pensions vingt ou trente fois moindres.

Les samouraïs et le Meiji

Encore très guerriers au XVII^e siècle et peu instruits, les samouraïs se sont transformés au fil du temps en une sorte de classe de fonctionnaires, quoiqu'ils aient toujours jalousement gardé leurs privilèges de porter deux sabres et de pouvoir châtier tout roturier qui leur manquait de respect. Malgré leur répugnance, certains étaient chargés de l'administration financière de leur fief. À partir du XVIII^e siècle beaucoup de fiefs ont créé des écoles pour leurs samouraïs et promu l'idéal du guerrier instruit. Une bonne part des penseurs de l'époque d'Edo est sortie de leurs rangs. En outre certains samouraïs n'hésitaient pas à quitter quelquefois provisoirement leur fief pour devenir *rônin* et en profiter pour compléter leurs études. Enfin, grâce au système de la résidence alternée, ils pouvaient acquérir une expérience qui dépassait les limites de leur fief.

Le début du XIXe siècle est marqué au Japon par une série de bouleversements : soulèvements de la paysannerie réprimés impitoyablement par les armées seigneuriales, première approche des navires occidentaux et timide ouverture sur l'extérieur violemment condamnée par la noblesse et mouvement de révolte des grands daimyô qui avaient été muselés depuis deux siècles. Les troubles éclatèrent à la mort du shogun Tokugawa Iemochi en 1866. Les partisans des Tokugawa affrontèrent alors en une véritable guerre civile les partisans d'un retour de l'empereur au pouvoir effectif. Les armées finirent par se rallier à la cause de l'empereur Mutsu Hito qui abolit tous les fiefs et privilèges et fit rentrer à marche forcée le Japon dans la voie du modernisme, ouvrant ainsi l'ère du Meiji, l'ère des Lumières.

La majorité de ceux qui ont encouragé les réformes et participé activement à l'ère du Meiji sont sortis des couches moyennes et inférieures des samouraïs. Ils ont fourni la plus grande partie des cadres de l'armée, de l'administration et même de l'industrie des débuts du nouveau régime.

À l'époque ancienne, la cour contrôlait le système militaire. Puis les bakufu successifs ont avec plus ou moins de succès organisé et administré le monde des guerriers mais, jusqu'au bakufu des Tokugawa, il n'y exista pas vraiment un statut de guerrier. En dehors des guerriers autorisés, gouverneurs de province capables de lever des hommes pour le maintien de l'ordre à l'époque ancienne, guerriers vassaux directs des bakufu de Kamakura et de Muromachi, chargés du maintien de la paix dans leurs ressorts respectifs, il y avait toujours eu des irréguliers qui connurent quelquefois de grandes réussites : l'exemple le plus éclatant est celui de Toyotomi Hideyoshi. Ce n'est qu'à l'époque d'Edo que le statut héréditaire de guerrier a été clairement défini. C'est aussi à cette époque que furent écrits les premiers livres traitant de ce qu'on a appelé morale des guerriers – dont la première esquisse se trouve déjà dans des œuvres du XIIe siècle – de l'exaltation de leurs vertus : loyauté, courage, sacrifice de sa vie et des intérêts de sa famille.

Francine Hérail

Décembre 2003

Copyright Clio 2021 - Tous droits réservés

Bibliographie



La vie quotidienne à l'époque des samourais. 1185-1603.
Louis Frédéric
Hachette, Paris, 1968



La mort volontaire au Japon
Maurice Pinguet
Gallimard, Paris, 1984



La noblesse de l'échec, héros tragiques de l'histoire du Japon
Ivan Morris
Gallimard, Paris, 1984